

# CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

## Résistance !

**Quels que soient les chiffres retenus, tous les observateurs s'accordent sur un point : la mobilisation du 19 mars fut encore plus importante que celle du 29 janvier.**

A Brest, Quimper, Morlaix et Quimperlé les cortèges étaient bien plus étoffés. Salariés du secteur privé, de la fonction publique, retraités, demandeurs d'emploi, lycéens, étudiants ont clairement indiqué au gouvernement et au patronat qu'ils n'acceptent pas d'être sacrifiés sur l'autel de la rentabilité.

C'est particulièrement net dans le secteur de la santé très représenté dans la manifestation quimpéroise.

"Aujourd'hui, 47 % des médecins hospitaliers de l'EPSM Gourmelen sont en grève. C'est du jamais vu !", souligne le docteur Dorbrich. "Cela illustre bien un profond ras-le-bol. Nous ne sommes plus écoutés, les délais pour obtenir une consultation

augmentent et la rotation des patients est bien trop rapide, uniquement parce qu'il faut faire du chiffre".

"A cette détérioration des conditions de travail, il faut aussi ajouter les perspectives encore plus inquiétantes contenues dans le rapport Courty", prévient Christian Seznec de la CGT de l'EPSM Gourmelen.

Dans la logique de la loi Bachelot, qui veut faire des hôpitaux des entreprises, ce document prépare un projet de loi concernant la psychiatrie. Aujourd'hui, l'organisation sectorielle est une réponse globale, gratuite, publique, avec pour pivot l'équipe de soin présente sur le territoire, travaillant en lien avec les acteurs soignants, sociaux, les élus, complétée par un recours à l'hospitalisation si elle s'avère nécessaire.

Elle se verrait remplacée par un groupement local de coopération (GLC) pour la santé mentale, au pilotage et au financement flous, séparé de l'hospitalier, introduisant une véritable discontinuité dans les soins.

SUITE PAGE 2

## L'année des décisions

**A Quimper, 2008 fut l'année de la mise en place de la nouvelle équipe municipale. 2009 sera celle des décisions.**

"Aujourd'hui, nous regardons où nous voulons aller et nous nous donnons les moyens d'y parvenir pour Quimper et sa région", explique Bernard Poignant.

Car l'avenir de Quimper communauté se décide aussi cette année. Sur le périmètre de l'intercommunalité d'abord. "Si Locronan souhaite nous rejoindre, nous regarderons cette demande avec bienveillance et nous répondrons très vraisemblablement de manière positive", annonce le président de l'EPCI qui rassemble aujourd'hui sept communes et compte 90 000 habitants dont 67 000 dans la ville centre.

Ensuite, les élus de Quimper communauté doivent se mettre d'accord sur le rôle que

doit jouer l'intercommunalité. Faut-il lui confier de nouvelles responsabilités ? Et si oui, lesquelles ? L'eau ? La jeunesse ? La voirie ? Autant de questions qui devront être tranchées cette année.



Bernard Poignant

Dans le même temps, Quimper élabore son Agenda 21 qui, rappelle Bernard Poignant, "repose sur trois piliers : l'économie, le social et l'environnement". Là aussi des priorités doivent être dégagées qui allient ces trois impératifs.

Deux schémas sont en cours d'élaboration. D'abord, celui des transports qui sera vraisemblablement présenté avant l'été. Il intégrera la construction de parkings périphériques, l'amélioration de la vitesse commerciale, probablement

SUITE PAGE 2

**CAP  
FINISTÈRE**

 26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 26/03/2009



PRESSE

URGENTE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

## EN CLAIR !

**Sous Catherine II de Russie, on appelait ça la "potemkinisation". De faux villages étaient construits sur la route qu'empruntait la tsarine. Il y a un an, Nicolas Sarkozy avait perdu son sang-froid au salon de l'Agriculture. Cette année, le président de la République a inauguré la plus grande ferme de France, entouré de militants et sympathisants de l'UMP qui ne risquaient pas de lui refuser une poignée de main. A Caen, des manifestants avaient scandé des slogans trop près du chef de l'État. Le préfet fut limogé et, maintenant, on compte environ un policier pour quatre habitants lorsque Nicolas Sarkozy se déplace. Quoi qu'il fasse, Nicolas Sarkozy doit savoir que la réalité s'imposera à lui. Il peut s'entourer de centaines de policiers, de militants de l'UMP, faire comme si des millions de Français n'étaient pas descendus dans les rues les 29 janvier et 19 mars : il devra bien affronter la colère des Français.**

PS 29

# Résistance ! (suite)

## Les manifestants du 19 mars ont clairement indiqué leur refus d'être sacrifiés sur l'autel de la rentabilité

••• Les hospitalisations dites "lourdes" et les missions sécuritaires d'ordre public resteraient bien sûr l'apanage de l'hôpital.

Les médecins de l'EPSM s'opposent à cette perspective.

Les habitants de Concarneau restent quant à eux mobilisés contre la fermeture du service des urgences de nuit dans leur hôpital. "Nous ne laissons pas tomber, nous sommes toujours là", expliquait Yvon Guillou, du comité de défense des urgences de nuit.



Plus déterminés que jamais !

"Il manque trois urgentistes afin que l'on puisse rouvrir le service la nuit. Nous sommes déterminés à maintenir la pression sur la direction de l'hôpital jusqu'à ce qu'ils soient recrutés".

"Toute la population de la ville est d'accord", précise sa voisine de banderole, Marie Le Du. "Il faut savoir que le bassin de Concarneau représente 100 000 personnes l'été. Tous les professionnels de santé reconnaissent qu'il faut rouvrir les urgences de nuit. Y compris à Quimper où le service est saturé. Nous avons envoyé une pétition de 17 000 noms à l'Élysée. Et, malgré cela, nous devons encore descendre dans la rue pour nous faire entendre", regrette-t-elle.

Autre secteur très présent dans la manifestation quimpéroise, l'Éducation subit de plein fouet la politique du gouvernement. Les étudiants de l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres) et ceux de l'IUT étaient très nombreux dans le cortège.

Tout comme les enseignants du privé. "Nous subissons aussi des suppressions de postes", explique Bernard Léon, du bureau départemental de la CFDT de l'enseignement privé. "Cette année, 100 postes disparaissent dans les lycées de Bretagne".

"Nous dénonçons aussi le recours abusif aux heures supplémentaires. Rien qu'en Bretagne, elles correspondent à 730

postes. Dans les lycées, elles représentent 10 % du temps de travail parce que l'État incite financièrement les chefs d'établissement à y recourir. Or, avec l'arrivée des baby-boomer à l'âge de la retraite, des postes auraient dû se libérer pour de jeunes enseignants. En Bretagne, l'enseignement privé compte tout de même 16 000 emplois", précise le dirigeant syndical.

En revanche, pour les rémunérations des personnels non enseignants, les chefs d'établissement peuvent et doivent augmenter les salaires.

Tout comme dans la grande distribution. "Il n'y a plus d'embauche en CCD ou en intérim", explique Sabine Le Gall de la CGT Géant à Quimper. Et les salariés en temps partiel imposé ne peuvent jamais passer à temps plein. C'est au moment où le chômage explose que s'effectue la création du Pôle emploi, né de la fusion de l'ANPE et de l'ASSEDIC.

"Ce qui était présenté comme un guichet unique, dans l'intérêt des demandeurs d'emploi, est en fait un moyen de pression sur les chômeurs", résume Thierry Levaslot, délégué CGT au Pôle emploi Bretagne. Les demandeurs d'emploi ne peuvent pas rencontrer des conseillers, la formation des agents se limite à quelques jours. "C'est plus de l'information que de la formation", ironise le délégué CGT qui ne cache pas son inquiétude pour l'avenir de Pôle emploi et du service public : 40 000 demandeurs d'emploi ont été orientés vers des organismes privés en 2008. En 2009, on en prévoit 100 000.

Après le succès de la mobilisation de jeudi dernier, les organisations syndicales ont programmé une rencontre le 30 mars "pour décider, en particulier, des prolongements au 29 janvier et au 19 mars", selon les termes du communiqué commun. Mais d'ores et déjà, le 1<sup>er</sup> mai est annoncé comme une étape importante pour les revendications en faveur du pouvoir d'achat, de l'emploi et des services publics.



Assez des temps partiels imposés !

# L'année des décisions (suite)



## Une nouvelle gare pour le TGV

••• la création de site propre et la redéfinition de la place des transports en commun dans l'agglomération.

"D'ailleurs, comme pour l'eau et l'assainissement en 2010, le contrat de délégation de service public pour les transports doit être renégocié cette année", rappelle le maire de Quimper.

La réorganisation du quartier de la gare fera aussi l'objet d'un schéma, dans la perspective de l'arrivée du TGV. Plusieurs options sont possibles, de la rénovation à la reconstruction du bâtiment actuel. Mais tout le quartier sera repensé pour, qu'à terme, la gare "regarde enfin

## Le Quimper de 2020 se construit aujourd'hui

vers la ville" et qu'une plate-forme multimodale, intégrant TER, taxis et bus, voit le jour. Cette opération nécessitera de longues négociations car plusieurs partenaires sont impliqués.

2009 sera aussi une année riche en signature de contrats. D'abord, au mois de juillet avec la Région. "La priorité sera donnée au développement économique et à l'emploi".

Ensuite, avec le département, notamment pour la liaison ferroviaire Brest-Quimper. "Il s'agit d'un dossier qui nous tient particulièrement à cœur et sur lequel nous nous retrouvons parfaitement avec Brest et le Conseil général", souligne le maire de Quimper qui insiste sur les prévisions de croissance du trafic ferroviaire qui sera multiplié par quatre dans les années qui viennent.

Enfin, une convention sera signée avec l'UBO (Université de Bretagne Occidentale) pour conforter l'enseignement supérieur dans la capitale du Finistère.

Bien d'autres chantiers sont à l'étude comme la rénovation du parc de Penvillers, de gros investissements dans le quartier de Kermoisan, un projet sportif local et un projet éducatif local.

"Tout ne se réalisera pas en un seul mandat", a prévenu Bernard Poignant. Mais c'est cette année que les décisions seront prises.

## Une journée à l'Assemblée

*"Epuisante mais passionnante".* Voilà comment Jacky Le Nen résume la journée que douze adhérents de la section socialiste de Saint-Pol-de-Léon ont passée à l'Assemblée nationale, en décembre dernier.

En sommeil pendant plusieurs années, cette section du Nord-Finistère a revu le jour en 2005, sous l'impulsion d'Annie Loneux, déléguée de la quatrième circonscription à l'époque, et de Jacky Le Nen.

Cette visite d'un des plus hauts lieux de la République nécessite quelques formalités car on doit montrer patte blanche pour entrer dans le Palais-Bourbon. *"Avant de pouvoir le visiter, il faut bien compter un délai de trois mois, compte tenu du nombre de demandes"*, précise Marylise Lebranchu, questeuse de l'Assemblée nationale.

*"Mais ça vaut vraiment la peine d'attendre, de préparer le déplacement et de prendre le train à 5 h 30"*, estime Jacky Le Nen. *"Nous avons découvert l'Histoire de l'Assemblée, dans la bibliothèque ou les salles Empire, Delacroix et Casimir-Perier,*



Une partie des adhérents de la section de St-Pol-de-Léon

*parfaitement décrite par un guide particulièrement compétent. Mais nous avons surtout senti toute la solennité du lieu, en particulier dans l'Hémicycle"*.

Marylise Lebranchu attache beaucoup d'importance à ces visites. *"Je reçois régulièrement des groupes de lycéens, de retraités ou de socioprofessionnels qui*

*séjourner à Paris ou parfois, comme pour Saint-Pol-de-Léon, des adhérents du PS"*. Les citoyens peuvent ainsi mieux appréhender notre travail parlementaire et comprendre que, même s'il est important d'être présent dans l'hémicycle, notre travail ne se limite pas à interpellier le gouvernement lors des séances de questions d'actualité.

## LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



### Résistants à 16 ans

Avec  
Roger Faligot

Dans son dernier livre *"La Rose et l'Edelweiss" (La Découverte)*, Roger Faligot réalise un tour d'Europe des réseaux de jeunes résistants au nazisme, de l'Allemagne à l'URSS en passant par le Finistère.

**Cap Finistère : Pourquoi avoir choisi de traiter ce sujet ?**

**Roger Faligot :** *J'ai déjà publié des livres sur la Résistance et je suis fils d'un jeune résistant. En 2004, en écrivant mon roman "Le peuple des enfants" (Seuil), j'ai bien vu qu'on cachait aux enfants et aux ados leur propre histoire. En plus des documents accumulés, je suis allé interviewer des anciens ados de 85 ans en France et dans toute l'Europe. Par exemple, à Cologne, des Pirates de l'Edelweiss qui, dès 1933, ont combattu Hitler.*

**Cap Finistère : Comment expliquez-vous l'absence de travaux historiques**

**sur "les ados résistants" dont on ne connaît même pas le nombre ?**

**Roger Faligot :** *A la Libération, ils n'ont reçu ni médailles, ni grades, ni promotion. Souvent, on ne connaît que ceux qui ont été fusillés. Avec des exceptions : les 11 000 cadets de la France libre, dont beaucoup sont partis du Finistère pour rejoindre Londres. En France, ceux qui n'avaient pas 16 ans ne sont même pas homologués comme résistants par le ministère des Anciens combattants, contrairement à l'Italie, la Pologne ou l'ex-URSS. Je le raconte : au Danemark, ce sont les ados du Club Churchill qui forcent les adultes à résister. Ces derniers ne sont pas très fiers...*

**Cap Finistère : Qu'est-ce qui a poussé ces lycéens à risquer leur vie ?**

**Roger Faligot :** *Prenons l'exemple de l'étonnante Anne Corre de Daoulas à qui je consacre un chapitre. Avec ses copines lycéennes, à 15 ans, elle dépose des fleurs au monument aux morts, à Brest, le 11 novembre 1940. En 1942, elle est au Lycée*

*Victor-Duruy à Paris à protéger, avec Geneviève de Gaulle, ses profs juifs. En 1944, à Morlaix, Plougastel, Brest et Quimper, elle fait de l'infiltration pour le groupe Marceau et fait abattre des agents de la Gestapo, ce qui lui vaut d'être déportée. On voit l'évolution due autant à la maturité de ces jeunes qu'à la répression accrue de l'occupant.*

**Cap Finistère : Beaucoup de voix se sont élevées lorsque Nicolas Sarkozy a demandé aux instituteurs de lire la dernière lettre de Guy Môquet. Qu'en pensez-vous ?**

**Roger Faligot :** *Pour ce qui me concerne, cela a été utile car j'ai pu contacter de nombreux anciens ados résistants et constater que des débats avaient lieu dans les lycées. En Corse, l'Académie a même permis d'honorer le jeune Charles Bonafedi dont je raconte l'histoire dans les maquis de Slovénie. Ceci dit, ce n'était pas une nouveauté : en 1948, l'Éducation nationale a fait lire dans les écoles les lettres des lycéens de Buffon fusillés en 1943. Toute occasion est bonne à prendre pour dire aux ados d'aujourd'hui comment leurs prédécesseurs, les ados des années quarante, ont combattu l'oppression, par centaines de milliers. Mon livre s'adresse d'abord à elles et à eux.*

## Rendez-vous

**28 mars**

De 9 h 30 à 12 h 00 : Réunion-débat sur les finances locales, organisée par l'UESR, au centre des congrès de Mescoat à Landerneau.

**2 avril**

18 h 30 : Secrétariat fédéral, au siège de la Fédération à Quimper, 26 B, rue Aristide-Briand.

**7 juin**

De 8 h 00 à 22 h 00 : Élections européennes.

### Contrôleur général des lieux de privation de liberté

A l'invitation du député de Quimper, Jean-Jacques Urvoas, Jean-Marie Delarue, contrôleur général des lieux de privation de liberté, animera une réunion publique, le 16 avril à 20 h 00, au Chapeau Rouge à Quimper.

### Groupe de travail "services publics"

La première réunion du groupe de travail "services publics", animé par Véronique Hériaud, se déroulera le vendredi 3 avril à 18 h 00, au local du PS à Châteaulin, rue Raoul-Anthony.

### Forum des territoires Les collectivités face à la crise

Le Parti Socialiste organise, le 3 avril, de 9 h 00 à 16 h 30, le *Forum des territoires*, à Laval (Mayenne).

Présidé par Marylise Lebranchu et Jean-Louis Bianco, une rencontre aura lieu autour du thème : *"Face à la crise, quelles réponses de la gauche dans nos collectivités ?"*.

Plusieurs ateliers seront proposés : *"Du socialisme d'opposition à la conquête des collectivités"*, *"Dépasser la vieille opposition entre collectivités au sein des intercommunalités"* ou *"La maîtrise du foncier par les socialistes"*.

Inscriptions auprès de la Fédération au 02 98 53 20 22.

### Du nouveau sur la toile

Les sections de Morlaix (<http://morlaixsocialiste.over-blog.com/>) et de Landerneau (<http://ps-landerneau.over-blog.com/>) viennent de mettre en ligne leur blog.

Cela porte à 15 le nombre des sections du Finistère présentes sur internet.

### Pour l'interdiction du crédit revolving

Le pré-projet de loi sur l'accès et la moralisation du crédit, présenté par la ministre de l'Économie, est une nouvelle illustration des pratiques irresponsables mises en place par de nombreux organismes de crédits à la consommation depuis plusieurs années : priorité donnée aux crédits dit *revolving* plutôt qu'aux crédits personnels ou affectés, multiplication des cartes de fidélité associées à des réserves d'argent, publicités non contrôlées, manque de vérification de la solvabilité de l'emprunteur. Cette dérive a pour conséquence une hausse vertigineuse des situations de surendettement dues aux cré-

aits à la consommation. On estime ainsi que, sur le million de dossiers de surendettement présentés par des familles depuis 2004, 84 % comprenaient des crédits *revolving*.

En mettant à disposition du consommateur une somme d'argent sur un compte particulier de façon permanente, qui peut être utilisée aux dates et au choix du client, et réutilisable au fur et à mesure des remboursements, avec des taux compris le plus souvent entre 16 et 25 %, les organismes de crédit enclenchent la spirale infernale vers le surendettement.

Face à cette situation dramatique, qui risque de s'aggraver encore plus avec les effets de la crise économique et la hausse du chômage, le gouvernement ne peut limiter ses propositions à de simples mesurètes correctives d'un système de crédit à la dérive. Le gouvernement et la majorité présidentielle doivent tirer toutes les conséquences du constat que révèlent les mesures présentées dans le pré-projet de loi, en mettant fin à l'extrême dangerosité, pour les consommateurs les plus faibles notamment, de certains produits financiers. Plutôt que de vouloir encadrer le danger économique et social clairement identifié que représente le crédit *revolving*, les pouvoirs publics ont l'opportunité aujourd'hui d'en décider la neutralisation définitive.

Par la voix de son secrétaire national aux droits des consommateurs, Philippe Doucet, le Parti socialiste a demandé au gouvernement et au législateur de prendre deux initiatives symboliquement fortes pour la défense du consommateur : d'abord l'interdiction du crédit dit *revolving* ou renouvelable, et l'interdiction de couplage des cartes de fidélité de grandes surfaces, de magasins ou d'enseignes en ligne avec des réserves permanentes d'argent.

## Annonces légales & judiciaires

**SELARL AVANTIA**  
Maîtres LAURENS et FLEURY - Avocats  
Avenue Pierre-Marzin - 22300 LANNION  
Tél. 02 96 48 21 40

**KERBOULIC IMMOBILIER**  
Société civile au capital de 10 000 euros  
Siège social : 37, rue de Kerboulic  
29241 LOCQUIREC

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à LOCQUIREC du 11 mars 2009, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de GUINGAMP le 20 mars 2009, bordereau n° 2009/302, case n° 5, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

**Forme sociale :** Société civile.

**Dénomination sociale :** KERBOULIC IMMOBILIER.

**Siège social :** 37, rue de Kerboulic, 29241 LOCQUIREC.

**Objet social :** L'acquisition de tous immeubles et leur gestion à titre purement civil.

**Durée de la Société :** 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

**Capital social :** 10 000 euros, constitué uniquement d'apport en numéraire.

**Gérance :** Monsieur Jean-François DIVAY, demeurant 37, rue de Kerboulic, 29241 LOCQUIREC.

**Clauses relatives aux cessions de parts :** Agrément requis dans tous les cas, agrément des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BREST.

La Gérance.

## S'abonner :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....

Abonnement  Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :  
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste.